

Unité départementale de l'Ain
23 rue bourgmayer
01 000 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 28 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



Transports GALY

Avenue André Citroën
01504 AMBERIEU-EN-BUGEY

Références : 20220728-RAP-S5-159-JF
Code AIOT : 0003205503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juillet 2022 dans l'établissement Transports GALY implanté Avenue André Citroën à AMBERIEU-EN-BUGEY.

L'inspection a été annoncée le 12 juillet 2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

La société « Transports Galy » exploite à AMBERIEU-EN-BUGEY une plateforme logistique constituée de plusieurs bâtiments.

Les installations bénéficient d'un récépissé de déclaration en date du 15 juin 1998 pour les activités suivantes :

- service d'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur d'une superficie comprise entre 500 m² et 5000 m² (rubrique 2930),
- installation de distribution de gazoil d'un débit horaire de 5m³ (rubrique 1434).

Suite à l'extension du site, madame la préfète a, par lettre du 16 décembre 2020, demandé à l'exploitant de préciser sa situation administrative par rapport à son activité logistique et le cas échéant de régulariser sa situation administrative.

Par lettre du 11 janvier 2021, l'exploitant s'engage à déposer un dossier de régularisation administrative pour l'exploitation de la plateforme logistique.

Il a, à cet effet déposé, le 07 février 2022, un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le même dossier comporte également la déclaration pour l'installation classée sous la rubrique 1435 « station service ».

Le 28 février 2022, madame la préfète a demandé à l'exploitant de compléter son dossier sous un délai de 3 mois, afin de préciser notamment le classement ICPE de l'installation.

Dans ce contexte, une inspection a été diligentée le 25 juillet 2022 afin de :

- statuer sur la situation administrative des installations exploitées,
- vérifier le respect de certaines prescriptions techniques des arrêtés ministériels applicables aux installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Transports GALY
- Avenue André Citroën – 01504 AMBERIEU-EN-BUGEY
- Code AIOT : 0003205503
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site est composé de 4 bâtiments, dont 3 dédiés au stockage (cf plan en annexe) :

- N1 : acquisition en 2018, avec extension (6040 m² pour 48 010 m³ de volume),
- N2 : construit en 1995 (2376 m² pour 22 311 m³ de volume),
- N3 : construit en 2004 (1085 m² pour 8 572 m³ de volume),
- N4 : comprenant un garage (récépissé de déclaration de 2008) et les bureaux administratifs.

L'activité principale de la société est le transport de marchandises.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative : rubriques de la nomenclature ICPE concernées (1510, 1530, 1532, 2662, 2663...) et classement applicable (Autorisation, Enregistrement, Déclaration) ;
- conditions de stockage ;
- moyens de défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives" : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délai
1	Situation administrative	Article R.511-9 du code de l'environnement	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois
2	Conditions de stockage des produits - 1510	Point 2 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Conditions de stockages des produits - 2663	Point 2.1 de l'annexe I de l'Arrêté Ministériel du 14/01/2000	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie (installation 1510)	Points 7, 12 et 13 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Moyen de secours contre l'incendie (installation 2633)	Point 4.2 de l'annexe I de l'Arrêté Ministériel du 14/01/2000	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis d'établir que certaines des installations sont exploitées sans le récépissé de déclaration requis :

- un entrepôt logistique (batiment N1) soumis à déclaration sous la rubrique 1510.2.c ;
- divers stockages de matières plastiques (batiments N2 et N3, extérieur) soumis à déclaration sous la rubrique 2663.2.b.

Il a par ailleurs été constaté plusieurs non-conformité aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 11/04/17 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- l'arrêté ministériel du 14/01/00 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Article R.511-9 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Colonne A de l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration en date du 15/06/1998 pour les rubriques 1434 « installation de distribution de gasoil » et 2930 « atelier de réparation de véhicules ».</p> <p>L'exploitant indique qu'il exerce une activité de stockage sur son site. Le stockage est organisé (cf plan en annexe) en 2 emplacements de stockage extérieurs (S1 et S2), et dans 3 bâtiments (N1, N2 et N3) constituant des installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage (IPD).</p> <p>L'inspection des installations classées constate sur le site, le jour de l'inspection, l'organisation suivante des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S1 : caisses en plastiques sur palettes bois ; • S2 : produits plastiques sur palettes bois ; • N1 : produits combustibles (divers produits plastiques et cartons pour emballage) sur palettes bois pour une masse totale d'environ 640 tonnes ; • N2 : produits plastiques sur palettes bois pour une masse totale d'environ 275 tonnes ; • N3 : produits plastiques sur palettes bois pour une masse totale d'environ 244 tonnes. <p>Au vu de cette organisation et sur la base de l'état des stocks, l'inspection des installations classées considère que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les 3 IPD séparées les unes des autres d'une distance supérieure à 40 mètres constituent 3 groupes d'IPD distincts ; • le bâtiment N1 constitue donc une IPD concernée par un classement sous la rubrique 1510 ; • le volume du bâtiment N1 étant de 48010 m³, le bâtiment N1 est classé au titre de la rubrique 1510.2.c sous le régime de la déclaration ; • les bâtiments N2 et N3 ne constituent pas des IPD concernées par un classement sous la rubrique 1510 ; • les produits stockés dans les bâtiments N2 et N3 sont donc concernés par un classement dans les rubriques correspondant aux produits stockés (c'est-à-dire les rubriques 1532 « bois » et 2663 « produits plastiques ») ; • les stockages extérieurs sont concernés par un classement sous les rubriques correspondant aux produits stockés (rubriques 1532 et 2663) ; • hors stockage au sein du bâtiment N1 (stockage classé par ailleurs sous la rubrique 1510), le volume de bois stocké sur l'ensemble du site (rubrique 1532) est d'environ 852 m³, les stockages ne sont donc pas concernés par un classement sous la rubrique 1532.2 (quantité inférieure au seuil de classement) ; • hors stockage au sein du bâtiment N1, le volume de produits plastiques stockés sur l'ensemble du site (rubrique 2663.2) est d'environ 8267 m³, les stockages sont donc classés sous la rubrique 2663.2.b sous le régime de la déclaration. <p>Le site ne bénéficiant pas des déclarations requises, l'installation est donc exploitée de façon irrégulière et sa situation administrative doit être régularisée.</p> <p>Pour initier la régularisation administrative attendue, l'exploitant peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> — soit procéder au dépôt d'un dossier de déclaration pour les rubriques concernées (a minima les rubriques 1510 et 2663) ; — soit baisser les quantités de produits stockés afin de se trouver sous les seuils de déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, régularisation administrative
Délai proposé : 4 mois

Référence réglementaire : Point 2 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site.
Constats : Suite au constat n°1, seul le bâtiment N1 est concerné par cette prescription. L'inspection des installations classées constate que les parois nord et sud du bâtiment N1 sont situées à moins de 20 mètres des limites du site. L'exploitant indique qu'il ne dispose pas des éléments justifiant que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site. Il précise que les études sont en cours dans le cadre du dossier de régularisation administrative (incomplet) déposé le 07/02/2022. Il convient donc que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• respecte les distances d'éloignement fixées par la réglementation (évacuation des stocks de matières combustibles),ou• justifie que la distance d'éloignement actuelle ne conclut pas en cas d'incendie à des effets thermiques létaux hors du site (moyennant le cas échéant une réorganisation des stocks de matières combustibles). L'exploitant indique qu'il procédera à la déclaration de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Délai proposé : 4 mois

N°3 : Conditions de stockages dans les installations classées sous la rubrique 2663

Référence réglementaire : Point 2.1 de l'annexe I de l'Arrêté Ministériel du 14/01/2000
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
Constats : Suite au constat n°1, les bâtiments N2 et N3 ainsi que les stockages extérieurs sont concernés par cette prescription. L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">• les parois nord-est et nord-ouest du bâtiment N3 sont implantées à moins de 15 mètres des limites du site ;• les stockages extérieurs S1 et S2 sont implantés à moins de 15 mètres des limites du site. Il convient donc que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• respecte les distances d'éloignement fixées par la réglementation (évacuation des stocks de matières combustibles),ou• en application de l'article 3 de l'arrêté du 14/01/2000 demande à madame la préfète de modifier cette prescription en justifiant par exemple que la distance d'éloignement actuelle ne conduit pas en cas d'incendie à des effets thermiques létaux hors du site (moyennant le cas échéant une réorganisation des stocks de matières combustibles ou la construction de protection).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Délai proposé : 4 mois

Référence réglementaire : Points 7, 12 et 13 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Point 7 : La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie... Point 12 : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Point 13 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : — d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. — d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; — de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues.
Constats : L'exploitant précise la taille des 2 cellules du bâtiment N1 : 2960 m ² pour la cellule nord, et 3080 m ² pour la cellule sud. L'inspection des installations classées constate qu'une cellule sud du bâtiment N1 est d'une superficie supérieure à 3000 m ² et qu'elle n'est pas équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie. L'inspection des installations classées constate également que le bâtiment N1 : <ul style="list-style-type: none"> • n'est pas équipé d'une détection automatique d'incendie (DAI), • n'est pas doté de robinets incendie armés (RIA), • est doté d'extincteurs, contrôlés régulièrement, • est doté de 3 poteaux incendie d'un débit total de 472 m³/h (P1=150 m³/h, P2=130 m³/h et P3=192 m³/h). L'exploitant indique que le débit nécessaire pour lutter contre l'incendie est de 420 m ³ /h (règle de calcul D9). Il convient donc que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • installe un système d'extinction incendie dans la cellule de plus de 3000 m² ou recoupe cette cellule ; • installe une DAI, • installe des RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai proposé : 4 mois

Référence réglementaire : Point 4.2 de l'annexe I de l'Arrêté Ministériel du 14/01/2000
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : — d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation, — d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, — de robinets d'incendie armés, — d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les bâtiments N2 et N3 : <ul style="list-style-type: none"> • ne sont pas équipés d'une détection automatique de fumées, • ne sont pas dotés de robinets incendie armés (RIA), • sont dotés d'extincteurs, contrôlés régulièrement, • sont dotés de 3 poteaux incendie d'un débit total de 472 m³/h (P1=150 m³/h, P2=130 m³/h et P3=192 m³/h). L'exploitant indique que le débit nécessaire pour lutter contre l'incendie est de 420 m ³ /h (règle de calcul D9). L'inspection des installations classées constate que les stockages extérieurs ne sont pas équipés d'extincteurs et que les poteaux incendie sont implantés à moins de 200 m des stockages. Il convient donc que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • installe une détection automatique des fumées, • installe des RIA, • installe des extincteurs sur les stockages extérieurs, • justifie que le débit des poteaux incendie peut-être maintenu pendant 3h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai proposé : 4 mois

ANNEXE – Plan des installations

